

NOUVEAUX  
**(Débats)**

*Vincent Tiberj,  
Florent Gougou,  
Soline Laplanche-Servigne  
et Camille Peugny*

**LES MOTS**

**DES PRÉSIDENTIELLES**

Extrait de la publication



**SCIENCES PO**

LES PRESSES

# LES MOTS DES PRÉSIDENTIELLES

---

*Vincent Tiberj,  
Florent Gougou,  
Soline Laplanche-Servigne  
et Camille Peugny*

**LES MOTS**  
**DES PRÉSIDENTIELLES**

---

**NOUVEAUX**  
*Débats*

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours des Services de documentation de la FNSP)

Les mots des présidentielles/ Vincent Tiberj, Florent Gougou, Soline Laplanche-Servigne et Camille Peugny – Paris : Presses de Sciences Po, 2007.

ISBN 978-2-7246-1009-3

RAMEAU :

- Français (langue) : Langage politique
- Présidents : France : Elections (2007)
- France : Politique et gouvernement : 2002-....

DEWEY :

- 320.7 - 440 : Conjoncture et conditions politiques - France
- Public concerné : Tout public

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

*À Martin, qui pourra voter dans dix-huit ans*  
*À Charlotte, qui pourra voter dans dix ans*  
*À Léa, qui va le faire bientôt*  
*À Estelle, en souvenir des élections régionales de 2004*

# Sommaire

---

21 avril 2002

35 heures

## A

Abstention

Agenda (effets d')

Alternance

Américanisation

Ascenseur social

Autorité

## B

Ballottage

Banlieues

Baromètre

Blog

## C

Calendrier électoral (inversion du)

Campagne électorale

Campagne officielle

Candidat

Candidature unique

Carte scolaire

Centristes

Charisme

Chef de l'État

Chômage

Citoyen-expert

Classes populaires

Classes sociales

Code du travail (réforme du)

Cohabitation

Communautarisme

Communication politique

Communistes

Compétence politique

Comptes de campagne

Conjoncture économique

Conseil constitutionnel

Consignes de vote

Constitution

Corps électoral

Courants

Crise de la représentation

CSA (Conseil supérieur

de l'audiovisuel)

CV anonyme

## D

Débat télévisé

Déclaration de candidature

Délibération

Démocratie d'opinion

Démocratie participative

Démocratie représentative

Descenseur social

Désistement

Discrimination positive

Dispersion des voix

Diversité

Droit de vote

Droite

## E

Échantillon

Écologistes

Effet candidat

Élections législatives

Électorat

Élysée

Emploi

Entre-deux-tours

Erreurs des sondages

Estimations électorales

État providence

*Ethnocentrisme*

*Étrangers (droit de vote des)*

*Europe*

*Experts*

*Extrêmes*

---

**F**

*Famille politique*

*Femmes*

*Financement de la campagne*

*Flexibilité*

*FN (Front national)*

*Fonction présidentielle*

*Fracture sociale*

*Français d'origine étrangère*

*Frontistes*

---

**G**

*Gauche*

*Gaullistes*

*Génération*

*Globalisation*

*« Guignols de l'info »*

---

**H**

*Hauts fonctionnaires*

---

**I**

*Immigration*

*Immunité présidentielle*

*Indécis*

*Inégalités*

*Inscription sur les listes*

*Insécurité*

*Intérêt général*

*Intérêt pour la politique*

*Internet*

*Investiture*

*Islam*

---

**J**

*Jeunes*

*Jurys citoyens*

---

**L**

*LCR (Ligue communiste révolutionnaire)*

*Leadership*

*Libéralisme*

*Listes électorales*

*LO (Lutte ouvrière)*

*Lobbies*

---

**M**

*Majorité*

*Médias (effet des)*

*Meetings politiques*

*Méthode des quotas*

*Militants*

*Ministère de l'Intérieur*

*Mixité sociale*

*Mobilité électorale*

*Mode de scrutin*

*Modèle républicain*

*Modèle social français*

*Monarchie républicaine*

*Mondialisation*

*Musulmans*

---

**N**

*National-populisme*

*Ninistes*

---

**O**

*Opérations de vote*

*Opinion publique*

*Opposition*

*Opposition gauche-droite*

*Outre-mer*

---

**P**

*Panel*

*Parité*

*Parrainages*

*Participation électorale*

*Parti socialiste*

*Partis de gouvernement*

Partis politiques  
 PCF (Parti communiste français)  
 « People »  
 Perception sélective  
 Personnalisation  
 Petites phrases  
 Petits candidats  
 Plafond de verre  
 Politique étrangère  
 Pondération  
 Popularité  
 Populisme  
 Précampagne  
 Précarité  
 Premier ministre  
 Présentations  
 Président de la République  
 Primaires  
 Promesses électorales  
 Protection sociale  
 Proximité partisane  
 PT (Parti des travailleurs)

---

## Q

Quinquennat

---

## R

Redressement  
 Réforme des institutions  
 Religion  
 Remboursement des frais  
 de campagne  
 Renouveau de la classe  
 politique  
 Renseignements généraux  
 Répondant fantôme  
 Reports de voix  
 Représentation  
 Représentation-miroir  
 République  
 Retraites (réforme des)  
 Rupture

---

## S

Séparation des pouvoirs  
 Septennat

Séquence électorale  
 Signatures  
 Social-démocratie  
 Socialistes  
 Social-libéralisme  
 Soirée électorale  
 Sondages politiques  
 Sondages « sortie des urnes »  
 Sortants  
 Souveraineté  
 Spin doctors  
 Statistiques ethniques  
 Suffrage censitaire  
 Suffrage universel

---

## T

Temps de parole  
 Think tanks  
 Tripartition (de l'espace politique)  
 Troisième homme  
 Trotskistes

---

## U

UDF (Union pour la démocratie  
 française)  
 UMP (Union pour un mouvement  
 populaire)

---

## V

Valeurs  
 Verts  
 Volatilité électorale  
 Vote blanc et nul  
 Vote de classe  
 Vote électronique  
 Vote protestataire  
 Vote-sanction  
 Vote sur clivage  
 Vote sur enjeu  
 Vote utile



## Avant-propos

---

Selon les moments, les Français sont entre 45 et 55 % à approuver cette affirmation : « certains disent, en parlant de politique, que ce sont des choses trop compliquées et qu'il faut être un spécialiste pour les comprendre ».

La politique est l'affaire de tous, mais se repérer dans le flot de débats idéologiques, de petites phrases pour initiés, de controverses de spécialistes, parfois si déconnectés de leur réalité quotidienne reste souvent difficile pour beaucoup de Français. La crise de confiance à l'égard du politique ne trouverait-elle pas aussi son origine dans cette incapacité des responsables politiques français à « dire le monde » en des termes accessibles à tous ? L'électorat peut-il se faire « son » opinion quand un représentant du peuple parle de « représentation de la diversité », de « discrimination positive » ou d'« action positive », si ces mots ne sont pas correctement explicités ?

Les Français ne sont pourtant pas condamnés à rester en dehors des débats publics. Ils sont capables de se prononcer sur des sujets complexes, pour peu que la classe politique joue son rôle et clarifie les enjeux des consultations électorales. On se souvient du référendum du 29 mai 2005 sur le Traité de Constitution européenne. *A priori*, peu d'électeurs auraient dû s'intéresser à ce texte ardu, souvent écrit en jargon bruxellois, portant sur les institutions d'un ensemble politique vécu comme distant et technocratique. L'Europe ne passionne guère, y compris au moment des élections européennes (traditionnellement

les moins mobilisatrices). Pourtant, 69 % des Français se déclaraient intéressés par le référendum européen de 2005, alors qu'en 2004 ils n'étaient que 44 % à s'intéresser aux élections régionales et à peine 25 % aux élections européennes. Au final, près de 70 % des électeurs se sont déplacés pour se prononcer le 29 mai 2005, une participation équivalente à celle de la dernière élection présidentielle, et deux fois et demie plus importante que lors du dernier référendum sur le quinquennat en 2000.

L'intérêt pour le politique reste fort, quoi qu'en disent certains. Les Français sont encore capables de se mobiliser et de s'emparer de la chose publique. Les élections présidentielles et législatives de 2007 peuvent redevenir ces grands moments de débats autour de l'avenir du pays, propres à recréer du lien politique. Dès la fin de l'été 2006, les Français exprimaient déjà leurs attentes à l'égard des échéances de 2007 : 66 % d'entre eux se disaient très ou assez intéressés par l'élection présidentielle, un niveau similaire à celui constaté dans le dernier mois de campagne des présidentielles de 1981 et 1988, et déjà de dix points supérieur à celui mesuré à l'aube du 21 avril 2002. Frustrés de débat en 2002, les Français veulent le retour de la politique.

C'est pour faciliter cette réconciliation avec la chose publique que ce livre a été pensé. Notre objectif a d'abord été de concevoir un ouvrage clair et pédagogique permettant à chacun de se réappropriier la politique et de disposer des clés de lecture nécessaires à la compréhension des débats à venir.

Nous avons tenté ensuite de faire le point sur l'état de la démocratie française et de donner une idée des débats

qui la traversent aujourd'hui. Peut-on parler d'une américanisation de la politique française ? Les sondages ont-ils trop d'influence sur l'élection ? Accorde-t-on trop d'importance à la personnalité des candidats au détriment de leur programme ? Où en est-on de la crise de confiance à l'égard des responsables politiques ? Qu'en est-il aujourd'hui de l'influence du Front national dans notre pays ? Y a-t-il bien crise du lien social en France ?

Pour répondre à ces questions, notre volonté a été de rendre accessibles à tous les citoyens les résultats obtenus ces dernières années par les sociologues et politistes qui travaillent sur ces questions : ils sont systématiquement cités au sein des notices et les références bibliographiques en fin d'ouvrage permettront à ceux qui le souhaitent d'aller plus loin.

Parce que les sciences sociales ont un devoir, celui d'aider à une meilleure compréhension du monde pour tous.

V. Tiberj

F. Gougou

S. Laplanche-Servigne

C. Peugny

## 21 AVRIL 2002

Le 21 avril 2002 restera longtemps gravé dans l'histoire politique de la France. Ce jour-là, pour la première fois un candidat d'extrême droite se qualifie pour le second tour de l'élection présidentielle : Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national (FN), arrive en deuxième position (16,8 %), derrière le président sortant, Jacques Chirac (19,9 %), mais devant le Premier ministre, Lionel Jospin (16,2 %). Ces résultats sont perçus comme un « coup de tonnerre », de l'aveu même du candidat socialiste déchu. Aussitôt, des manifestations spontanées se forment dans de très nombreuses villes de France. Elles culmineront entre les deux tours, le 1er mai, lorsque plusieurs millions de personnes défilent dans les rues pour exprimer leur rejet de l'extrême droite. Le 5 mai 2002, avec 82 % des suffrages exprimés, Jacques Chirac est réélu président de la République, après que tous les partis ont appelé à faire barrage à l'extrême droite, à l'exception de la candidate de Lutte ouvrière (LO), Arlette Laguiller.

Pourquoi le 21 avril ? Accident ou effet structurel ? Mathématiquement, ce résultat est possible grâce à un éparpillement des voix de gauche, pas moins de huit candidats se réclamant de la gauche ou de l'extrême gauche. Sur le fond, beaucoup pointent le faible score du candidat socialiste parmi les ouvriers et les employés, y voyant le résultat d'une insuffisante prise en compte des préoccupations des classes populaires durant les cinq années de gouvernement socialiste (« L'État ne peut pas tout », devant des salariés de Michelin). D'autres dénoncent la mauvaise campagne de Lionel Jospin et ses maladresses (« Mon programme n'est pas socialiste »). Enfin, d'aucuns

attribuent la responsabilité du 21 avril à une campagne électorale focalisée sur le thème de l'insécurité, thème agité par la droite et théâtralisé chaque soir lors de la grand-messe du 20 heures.

Mais l'élimination du candidat Lionel Jospin cache des évolutions électorales tout aussi spectaculaires. Jamais les extrêmes n'ont capté autant de suffrages sous la Cinquième République. Jamais le taux d'abstention n'a été aussi élevé pour un premier tour de la présidentielle (28 % des inscrits). Jamais un candidat communiste n'a obtenu un score aussi faible (3,4 % des exprimés).

Quoi qu'il en soit, le 21 avril s'est depuis imposé comme un épouvantail du débat politique. Il est le prétexte évoqué par le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, pour justifier sa politique de sécurité et d'immigration. Il est le risque agité par le Parti socialiste (PS) pour appeler au vote utile à gauche, et ce dès le premier tour. Il est le secret espoir d'un Jean-Marie Le Pen quasi octogénaire de rééditer sa performance lors de son dernier tour de piste. À quelques mois de l'élection, les sondages accordent d'ailleurs des intentions de vote élevées au candidat frontiste.

| Voir aussi Dispersion des voix - Extrêmes - Frontistes -  
| Insécurité - Socialistes - Vote utile

## 35 HEURES

La réduction du temps de travail de trente-neuf à trente-cinq heures hebdomadaires est l'une des réformes majeures du gouvernement de Lionel Jospin (1997-2002). Ancienne revendication syndicale, cette réforme s'inscrit

dans la tendance historique à la diminution du temps de travail. Les salariés obtiennent la semaine de quarante heures en 1936 avec le Front populaire, puis les trente-neuf heures en 1981 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Le passage aux 35 heures figure dans le programme socialiste des élections législatives de 1997 et devient effectif grâce aux deux lois impulsées en 1998 et en 2000 par Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité. La loi encourage la négociation au sein des branches professionnelles et des entreprises, mais en l'absence d'accord, elle fixe un contingent d'heures supplémentaires autorisées. Néanmoins, la plupart des accords ont été signés entre les partenaires sociaux.

Outre l'amélioration des conditions d'existence des salariés par la diminution du temps de travail, le passage aux 35 heures avait pour objectif, dans un contexte de fort chômage, de partager le travail disponible et de créer ainsi 700 000 emplois. Aujourd'hui, les estimations effectuées par différentes institutions (Institut national de la statistique et des études économiques – Insee –, Organisation de coopération et de développement économiques – OCDE –, Institut de recherches économiques et sociales – IRES) s'accordent sur une fourchette allant de 300 000 à 500 000 emplois créés.

Cette réforme est pourtant vivement critiquée par la droite et le Mouvement des entreprises de France (Medef) : selon ses détracteurs, les 35 heures ont nui à la bonne santé de l'économie française et n'auraient en aucun cas joué un rôle dans la diminution du nombre de chômeurs en France pendant la période 1997-2002.

Certains imputent aux 35 heures la déroute électorale de Lionel Jospin en 2002. Si cette réforme a profité aux cadres, elle aurait pénalisé les employés et les ouvriers en provoquant une stagnation de leurs salaires (à cause de la diminution forcée d'heures travaillées) : ce serait en bonne partie pour cette raison que les classes populaires se seraient éloignées du candidat socialiste. Une partie de ces critiques a été reprise par certains leaders du Parti socialiste (Ségolène Royal notamment), Lionel Jospin et Martine Aubry eux-mêmes regrettant les modalités d'application des 35 heures dans le secteur hospitalier.

Les 35 heures restent cependant un acquis social et les journées de RTT (réduction du temps de travail) font aujourd'hui partie du vocabulaire quotidien des salariés. Si les deux gouvernements de droite ont assoupli la loi depuis 2002, ils ne l'ont d'ailleurs pas supprimée.

| Voir aussi Chômage – Classes sociales

# A

---

## ABSTENTION

L'abstention est un comportement électoral particulier, qui consiste à ne pas participer à un scrutin auquel on est convoqué. Mais elle n'est pas synonyme de non-inscription sur les listes électorales : ne peut en effet s'abstenir que celui qui est autorisé à y participer.

Comme de nombreuses autres démocraties occidentales, la France connaît depuis plusieurs décennies une tendance

à la montée de l'abstention. Entre l'élection présidentielle de 1974 et celle de 2002, elle a gagné plus de 12 points, passant de 15,1 à 27,2 % des inscrits.

Ces chiffres de l'abstention sont souvent jugés avec désolation par les observateurs politiques. Pourtant, d'un point de vue strictement rationnel, *a priori* rien ne pousse un électeur à se rendre aux urnes : la majeure partie des citoyens n'éprouve qu'un intérêt distant pour la politique, et chaque électeur pris séparément n'a qu'une chance insignifiante de faire basculer le résultat par sa voix [Downs, 1957].

Contrairement aux citoyens très intéressés par la politique, qui votent parce que cela leur procure une satisfaction, la grande majorité des électeurs vote parce qu'elle estime que c'est un devoir civique. Or, la progression de l'individualisme et les puissantes mutations culturelles que subissent les démocraties occidentales depuis les années 1960 ont érodé ce sens civique. Les électeurs assidus se sont petit à petit effacés devant des électeurs intermittents, qui se mobilisent en fonction de l'enjeu de l'élection.

Ce processus de long terme est soumis à des effets de conjoncture. Le mécontentement contre le pouvoir en place est souvent très mobilisateur généralement dans l'électorat qui s'y oppose, tandis que les soutiens du gouvernement tendent à moins se déplacer : le sursaut de la participation et les résultats des élections régionales de 2004 peuvent en témoigner. La configuration de l'offre politique joue elle aussi un rôle : en 2002, la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle avait ramené aux urnes de nombreux abstentionnistes du premier tour.



Afin de remédier à la montée de l'abstention, qu'ils jugent problématique pour le bon fonctionnement de la démocratie, certains responsables politiques préconisent de rendre le vote obligatoire. Pourtant, les abstentionnistes « systématiques », hors du jeu politique, ne sont pas plus de 10 % en moyenne [Muxel, 2003]. D'autant qu'il faut aussi tenir compte de l'abstentionnisme « forcé », qui concerne les électeurs qui ne sont pas en mesure de se déplacer physiquement le jour du scrutin : généralement évalué à 7-8 % du corps électoral, il constitue une partie incompressible de l'abstention [Lancelot, 1968].

| Voir aussi Indécis – Inscription sur les listes – Intérêt pour la politique – Vote-sanction

**AGENDA (EFFETS D') → Médias (effet des)**

## **ALTERNANCE**

L'alternance est la règle de fonctionnement du système politique français depuis les élections de 1981 [Martin, 2000]. Depuis cette date, la gauche et la droite ont remporté chacune à leur tour les élections nationales (la présidentielle et les législatives) et aucune majorité jugée sur son bilan n'a été reconduite par les électeurs.

Les élections de 1981 ont provoqué la première alternance sous la Cinquième République. Avant l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République, la vie politique était dominée par la droite. Depuis 1958, elle détenait sans partage les fonctions de président de la République et de Premier ministre. L'élection de François Mitterrand, et le raz-de-marée socialiste lors des élections législatives qui la suivirent, constituèrent une profonde

rupture : pour la première fois depuis 1945, la droite n'occupait aucune fonction exécutive.

Inexistante pendant deux décennies, l'alternance est désormais chronique. Depuis 1981, la droite a remporté trois fois les élections législatives (1986, 1993, 2002), la gauche deux fois (1988, 1997). La droite a gagné deux fois l'élection présidentielle (1995, 2002), la gauche une fois (1988). Et les majorités sortantes ont toujours été battues dans les urnes lorsqu'elles avaient un bilan à défendre, la gauche (1986, 1993, 2002) comme la droite (1988, 1997).

Cette systématisation de l'alternance a eu son corollaire institutionnel : la cohabitation. Depuis la réforme du quinquennat (2000), le risque d'une discordance entre la majorité issue de la présidentielle et la majorité issue des législatives a néanmoins été réduit puisque les élections nationales ont lieu la même année et dans la foulée, sauf dissolution de l'Assemblée nationale ou décès prématuré du président. Désormais, l'alternance se déroule au niveau local : en témoigne la lourde défaite de la droite lors des élections régionales et cantonales de 2004.

| Voir aussi Cohabitation – Quinquennat

**AMÉRICANISATION** → Communication politique –  
Conjoncture économique – Lobbies – Primaires

## **ASCENSEUR SOCIAL**

L'ascenseur social est une image couramment utilisée pour décrire le parcours des individus qui parviennent à s'élever dans la hiérarchie sociale. Cet ascenseur fonctionne

entre les générations lorsque les enfants atteignent une position sociale plus élevée que celle de leurs parents. La sociologie, qui utilise le concept de mobilité sociale pour décrire ces trajectoires entre les générations, a montré que l'ascenseur social a fonctionné pour les générations nées dans les années 1940 (majoritairement issus des milieux ouvrier ou paysan, les baby-boomers ont profité des Trente Glorieuses pour gravir les échelons de la hiérarchie sociale). À l'inverse, des études récentes montrent que les trentenaires d'aujourd'hui doivent faire face à des risques accrus de mobilité descendante. Pour une part significative d'entre eux, le « descenseur social » aurait ainsi remplacé l'ascenseur social. Ce phénomène est important à prendre en compte car il aurait des effets sur le comportement politique des individus qui l'expérimentent [Peugny, 2006] : la « panne » de l'ascenseur social expliquerait en partie certains résultats électoraux (21 avril 2002, victoire du « non » au référendum sur la Constitution européenne de 2005).

| Voir aussi 21 avril 2002 – Classes sociales – Précarité

## AUTORITÉ

L'autorité est une des valeurs qui structure en profondeur l'électorat. Les travaux de recherche récents soulignent l'importance prise par les enjeux liés aux notions d'autorité et de perception de l'altérité (autrui, les immigrés, l'intégration européenne). Ces dimensions de l'autoritarisme et de l'ethnocentrisme (fait d'appréhender le monde extérieur selon son seul point de vue culturel) peuvent parfois supplanter les dimensions

plus traditionnelles de l'économique et du social dans le choix des électeurs.

Le personnel politique ne s'y trompe pas et nombreux sont celles et ceux qui tentent d'apparaître comme garant(e)s de l'autorité. Les images sont essentielles et font le tour des médias : on se souvient de la gifle réflexe donnée par François Bayrou à un adolescent fouillant dans la poche de sa veste pendant la campagne de 2002. Depuis que l'insécurité est apparue comme une préoccupation de premier ordre, les postures autoritaires se multiplient, au-delà des partis dont le positionnement autoritaire est un « fonds de commerce » traditionnel (Front national). Chez Nicolas Sarkozy bien sûr, qui souhaite « nettoyer » la banlieue au « karcher », mais aussi chez Ségolène Royal, qui prône l'encadrement militaire des délinquants et l'ordre juste. Plus généralement, ce sont les valeurs de Mai 1968 qui sont dans le collimateur du président de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) : selon lui, la « génération 68 » est responsable de la situation actuelle de la France, car elle aurait « dilapidé les fruits de la croissance » et répandu la « dévalorisation du travail » (discours à Marseille, 3 septembre 2006).

L'autorité est une question qui a longtemps posé problème à la gauche, divisée entre ceux qui assument l'exigence d'autorité (Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Intérieur, qualifiant les délinquants de « sauvageons »), et ceux accusés de « laxisme », qui seraient déconnectés de la réalité, privilégiant la prévention à la répression. Cet « angélisme » supposé serait l'une des explications de la désaffection des classes populaires à l'égard du candidat socialiste en 2002,